



FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

BURUNDI |

*Des fonctionnaires qui croulent sous le poids des dettes et victimes
d'injustices sociales*

*Rapport sur la gouvernance et les droits
économiques et sociaux au Burundi*

juin 2022

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	i
0. INTRODUCTION	1
I. DES AUTORITES COMMUNALES ET PROVINCIALES IMPLIQUEES DANS LE COMMERCE ILLEGAL DU SUCRE, DU CARBURANT ET DU CIMENT.....	1
II.DES RETARDS NUISIBLES DANS LA REHABILITATION DE LA ROUTE NATIONALE BUJUMBURA-RUMONGE	4
III. DE LOURDES PERTES SUITE A LA FIEVRE DE LA VALLEE DU LIFT	6
IV. DES CONTRIBUTIONS FORCEES CONTINUENT D’ETRE LE LOT QUOTIDIEN DES BURUNDAIS.....	7
V. PERSECUTIONS CONTRE DES TRAVAILLEURS DU CENTRE HOSPITALO- UNIVERSITAIRE DE KAMENGE	8
VI. DES GROGNES EN MILIEUX SCOLAIRES ET ACADEMIQUES AU BURUNDI.....	10
VII. DES FONCTIONNAIRES QUI CROULENT SOUS LE POIDS DES DETTES ET VICTIMES D’INJUSTICES EN MILIEU DE TRAVAIL.....	11
VIII. LES COMMUNAUTES DE LA COMPOSANTE SOCIALE BATWA AU BURUNDI DANS L’INDIGNITE ET LA MISERE.....	11
IX. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	13

0. INTRODUCTION

Principalement préoccupé par son maintien au pouvoir et l'entretien de sa milice Imbonerakure, le régime du CNDD-FDD se détourne sans cesse de la chose publique et du bien-être de la population qu'il était censé servir.

Ainsi, le premier chapitre du présent rapport dénonce des autorités communales et provinciales qui s'activent dans le trafic d'influence au détriment de leurs gouvernés qu'ils plongent de plus en plus profondément dans la détresse et la misère.

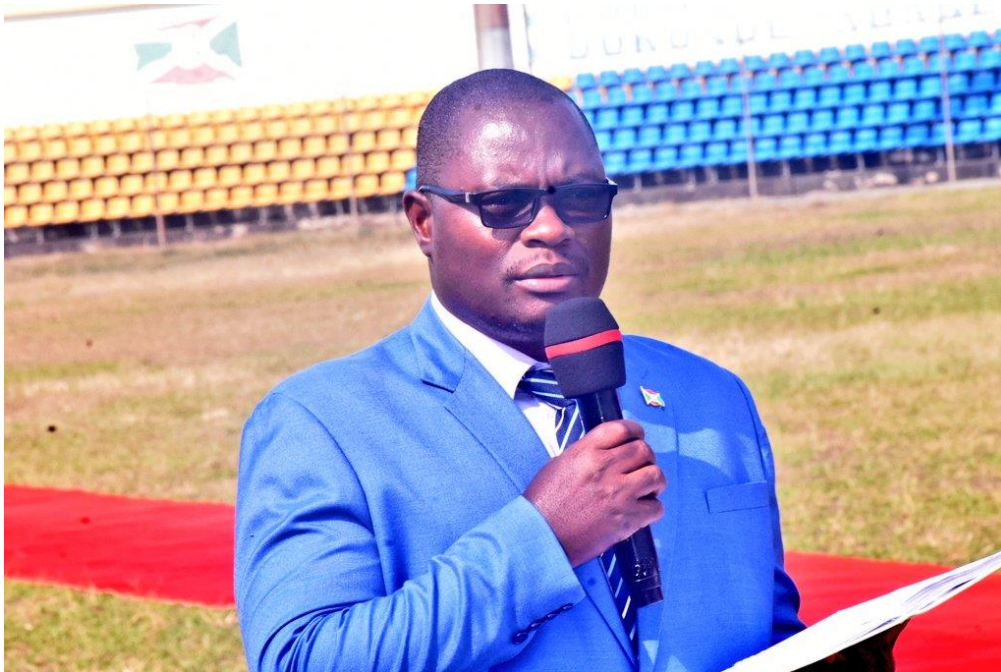
Ces autorités se foutent des conséquences graves causées par la vétusté de la voie publique et de celles causées par les ravages du fléau de la fièvre de la vallée du lift qui sévit pour le moment dans le pays. Ces défis ont fait objets d'analyse au niveau du deuxième, troisième, quatrième et cinquième chapitre de ce document. Ce rapport du mois de juin 2022 aborde aussi la problématique des conditions de travail des étudiants de l'Université du Burundi et des travailleurs de la fonction publique qui croulent sous le poids des dettes. Il rappelle également les conditions d'existence indignes des communautés de la composante sociale Batwa au Burundi.

I. DES AUTORITES COMMUNALES ET PROVINCIALES IMPLIQUEES DANS LE COMMERCE ILLEGAL DU SUCRE, DU CARBURANT ET DU CIMENT

Partout dans le pays, la population dénonce des autorités administratives impliquées dans la fraude et le commerce illégal des produits stratégiques tels le sucre, le carburant, les produits Burundi et le ciment. La descente du Président Evariste Ndayishimiye en province Rumonge, le 24 juin dernier, a confirmé les faits.

A l'occasion d'une séance de moralisation au stade Vyizigiro de Rumonge, le Président de la République a demandé au Conseiller chargé du Développement et au Gouverneur de la province de s'expliquer publiquement sur des accusations de vol et de fraude sur le sucre et le carburant. Le Conseiller Horugavye Gilbert a reconnu difficilement que des quantités de carburant ont été saisies à son domicile, tandis que le Gouverneur Nitunga Consolateur, démoralisé devant le

public venu accueillir le Président, a été contraint de mâcher les mots pour éviter d'avouer ses imperfections dans la gestion administrative de son antité administrative.



Le Gouverneur de Rumonge, Nitunga Consolateur. ©Photo RTNB

Dans une lettre de destitution du Conseiller du Gouverneur sorti le 27 juin 2022, soit trois jours après la visite du Président, il était précisé que cette personnalité était destituée de ses fonctions pour motif que *« les actes de l'intéressé risquent de compromettre l'économie du pays et créer un climat de méfiance entre les administratifs et la population »*.

Cette destitution a été bien accueillie par la population de la province Rumonge qui en avait assez du comportement dudit Conseiller, mais avait regretté que le Gouverneur n'ait pas été inquiété.

Rappelons que 65 sacs de sucre SOSUMO fraudés, soit un peu plus de 3 tonnes, avaient été saisis le 27 mai 2022 par la police au marché central de Rumonge, une journée après une distribution émaillée de beaucoup d'irrégularités. 49 sacs avaient été vendus aux enchères vendredi le 17 juin 2022 à la population du centre urbain de Rumonge. Il y a aussi plusieurs quantités de carburant qui avaient été détournées pour les vendre en RDC et en Tanzanie.

En province Cankuzo, les autorités provinciales pratiquent la contrebande de carburant entre le Burundi et la République Unie de Tanzanie et alimentent le marché noir burundais à raison de 7000FBu le litre.

Lors d'une réunion de sécurité organisée le 14 juin 2022 en commune Kigamba, Boniface Banyiyezako, Gouverneur de Cankuzo a feint de mettre en garde les personnes qui font la fraude, mais les participants à la réunion se sont moqués de lui car parmi les contrebandiers, viennent en tête les autorités policières et administratives de la province.

A titre d'illustration, le cas récent est celui du commissaire logistique (S3) Miburo Melchior qui allait faire traverser de la frontière burundo-tanzanienne, du côté de la commune Mishiha, une camionnette remplie de boissons BRARUDI qui a malheureusement été saisie par les agents de l'Office Burundais des Recettes, même si le coupable n'a pas été puni conformément à la loi

En province Kirundo, le tiers du carburant destiné à la province Kirundo est détourné par le Gouverneur Albert Hatungimana, soi-disant pour l'affecter à l'alimentation des moteurs qui arrosent ses plantations d'oignons situées en commune Busoni. A côté de 1000 litres qu'il prend chaque fois que les camions citernes font des déchargements, 5000 autres litres sont détournés arguant qu'ils seront utilisés pour alimenter les moteurs qui pompent l'eau pour arroser ses plantations.

« Tout le carburant est vendu par un commissionnaire enseignant du nom de Hadj. Un seul bidon de 20 litres de carburant suffit pour arroser les oignons du Gouverneur situés sur le littoral du lac Rweru », nous a fait savoir un membre du conseil communal de Busoni. *« Les camions- bennes qui font le transport du matériel de construction s'approvisionnent en carburant vendu par cette autorité et par son chef de cabinet Eric Nduwayezu »,* renchérit la même source.

La population de Kirundo se plaint contre ses autorités administratives et policières qui s'enrichissent sur son dos, et ne cesse de dénoncer l'augmentation sans cesse des prix des produits de premières nécessités suite à la pénurie de carburant causée par ces autorités provinciales.

En province Ngozi, au moment où la pénurie de carburant se fait lourdement sentir, d'énormes quantités sont saisies par la police chez des fraudeurs qui les vendent en cachette. En date du 23 juin 2022, vers neuf heures du matin, la police du commissariat communal de Ruhororo a saisi 380 litres d'essence sur la colline Nyakibingo de la commune Ruhororo, plus précisément au centre de Nkohwa, chez Ntihakabiri. Deux jours plus tard, dans la ville de Ngozi, la police a pu mettre la main sur 17 bidons pleins de mazout et d'essence chez Barikumwenayo et Irankunda

du quartier Muremera. Au quartier Gabiro de la même ville de Ngozi, vers 22 heures du 25 juin 2022, un motard du nom de Ndayishimiye as été arrêté avec 7 bidons sur sa moto.

II.DES RETARDS NUISIBLES DANS LA REHABILITATION DE LA ROUTE NATIONALE BUJUMBURA-RUMONGE

Huit mois après le lancement officiel des activités de réhabilitation de la Route Nationale Bujumbura-Rumonge, rien de concret n'a été fait jusqu'à l'heure. Des sources proches de la société SOGEA SATOM qui exécute les travaux de réhabilitation de cette route précisent que l'entreprise attend que les autorités administratives provinciales lui remettent les procès verbaux attestant qu'il n'y a plus de litiges entre la population et le Gouvernement à propos des indemnités d'expropriation des champs et cultures qui doivent être détruits par les travaux.

Entre temps, les engins de cette société restent toujours garés dans la base- vie située sur la colline Rutumo, zone Minago commune et province Rumonge. Lors de sa descente sur place le 2 juin 2022, le Premier Ministre, le Général Alain Guillaume Bunyoni avait donné un ultimatum d'une semaine au Gouverneur de la province Rumonge pour avoir fourni à la société tous les procès verbaux attestant que tous les litiges avec les habitants riverains de cette route ont été réglés pour permettre le démarrage effectif des travaux de réhabilitation. Jusqu'à la fin de ce mois, rien n'avait été fait. Pour le moment la route est complètement délabrée.

Comme si cet état vétuste de la route ne suffisait pas pour gêner la circulation des biens et des personnes, depuis le 21 juin 2022, elle a été coupée au niveau de la localité de Nyaruhongoka suite à un glissement de terres. Et jusqu' à la fin du mois, le tronçon de la route endommagé n'était pas encore réhabilité. Les habitants déplorent beaucoup de conséquences économiques liées à cette situation. Les passagers empruntent la voie lacustre pour traverser l'endroit. D'autres se frayent un passage à pieds parce que le transport en véhicules reste impossible. Les transporteurs publics échangent les passagers sur place, et le ticket de transport a doublé passant de 7000FBu à 14000FBu pour aller de Rumonge à Bujumbura ou dans le sens inverse

Des produits en provenance de la capitale économique Bujumbura ne peuvent plus passer pour alimenter le marché local. Les habitants du centre urbain de Rumonge disent qu'ils n'en peuvent plus avec l'augmentation du coup de la vie.

A titre d'illustration, les produits BRARUDI qui viennent de Bujumbura, la capitale économique, connaissent une nouvelle pénurie qui est liée à cette coupure de la voie d'approvisionnement. En effet, le prix de l'amstel 65 cl est monté jusqu'à 3000FBu, celui de la bière primus 72 cl est de 2000FBu au lieu de 1500FBu. Le prix d'une bouteille de limonade est passé de 800FBu à 1000FBu, celui de la petite primus 50 cl est de 1300FBu alors qu'il est officiellement de 1000FBu. La petite amstel s'achète à 2000FBu au moment où le prix de la bouteille royal est passé de 2200FBu à 2500FBu.

La coupure de la route a également aggravé la pénurie de carburant au centre urbain de Rumonge. Sur 9 stations services de la ville de Rumonge, aucune ne dispose de carburant depuis plus de deux semaines. Au marché noir, un litre d'essence ou mazout coûte entre 8000FBu et 10000FBu. La paralysie du transport sur la route RN3 Bujumbura- Rumonge a aussi entraîné la hausse des prix de tous les autres produits sensibles provenant de Bujumbura.



RN3. ©Photo Jimbere

III. DE LOURDES PERTES SUITE A LA FIEVRE DE LA VALLEE DU LIFT

La fièvre de la vallée du lift a déjà attaqué plus de 500 vaches au Burundi. Les éleveurs s'en inquiètent et ne savent pas à quel saint se vouer, vu que la maladie n'a pas encore trouvé de médicaments. La maladie s'est déjà déclarée notamment dans les provinces Ngozi, Kirundo, Muyinga, Cibitoke, Bujumbura et Makamba. Le porte-parole du Gouvernement affirme que des mesures barrières contre cette maladie ont été prises. Il parle notamment de l'interdiction temporaire des mouvements du bétail, la gestion rigoureuse des cadavres d'animaux atteints, la fermeture des marchés du bétail et l'interdiction de la consommation de la viande des animaux malades. Les vaches attrapent la maladie par piqûres de moustiques hématophages. Les hommes quant à eux attrapent cette maladie en consommant le lait et la viande contaminés et mal cuits, mais aussi par contact avec le sang des animaux malades.

En province Ngozi, la commune Gashikanwa est fortement touchée par cette crise sanitaire des animaux domestiques, où plus de 70% des recettes n'entrent plus dans la caisse de la commune. Depuis l'apparition de la maladie qui affecte le gros et le petit bétail, surtout les chèvres et les moutons, le marché de Vyerwa situé sur la colline Mururi a été fermé pour éviter la propagation du virus. Or, ce marché de bétail constitue à lui seul le gros du budget utilisé par la commune, selon l'administrateur de la commune Ngozi.

« Nous sommes en plein déficit suite à la fermeture du marché de Vyerwa. La commune enregistre plus de 20.000.000FBu de perte chaque mois », regrette l'administrateur communal.

« Les recettes issues des taxes sur ce marché constituent 70% du budget utilisé par la commune. Les activités prévues sont paralysées », renchérit l'administrateur. Il demande au gouvernement du Burundi, via le ministère ayant l'élevage dans ses attributions, de chercher le vaccin le plus rapidement possible pour faire face à ce problème. Sur au moins quatre collines de la commune, au moins une vingtaine de vaches avaient été atteintes de la maladie et sont toutes mortes.

Ailleurs dans la province, des cas de morts d'animaux pour cause de cette maladie sont également enregistrés. On peut citer le cas d'une vache morte à Rwamiko, commune Ruhororo en date du 27 juin 2022. La vache appartenait à Nduwimana Nazaire. Le même cas s'est manifesté à Kinyami en date du 29 juin 2022 chez un certain Emmanuel alias Nduzi.

Un plan de contrôle de la maladie du lift valley a été validé par le Conseil des Ministres tenu le 1^{er} juin 2022 à Gitega, la capitale politique du pays. Prosper Ntahorwamiye a déclaré que le Gouvernement avait décidé qu'une somme de huit millions six cents quatre vingt sept mille (8 687 000) de dollars américains devraient être utilisés dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan. Néanmoins, jusqu'à la fin de ce mois de juin, aucune activité relative à la vaccination n'avait été réalisée.

IV. DES CONTRIBUTIONS FORCEES CONTINUENT D'ETRE LE LOT QUOTIDIEN DES BURUNDAIS

En province Rutana, les commerçants de la zone Butezi en commune Giharo, ceux qui utilisent le poste de " ku mabuye kwa Ntunaguzi ", les propriétaires de pirogues ainsi qu'une association des transporteurs dénommée « Ishirahamwe ry'abatanganguvu » sont obligés de payer au total une somme de 5 millions de francs burundais pour la réouverture officielle de ce poste se trouvant sur la rivière Maragarazi, séparant le Burundi et la Tanzanie. L'association dénommée « ishirahamwe ry'abatanganguvu » est obligée de payer à elle seule une somme de 500 000FBu pour avoir accès à ce poste. Les commerçants et les propriétaires de pirogues doivent payer le reste. Ils expliquent que cette contribution forcée est collectée par le chef de la zone Butezi, Damas Ntibahezwa, (démobilisé du CNDD-FDD) connu sous le sobriquet de Saryinyo et le chef de colline Butezi Vincent Butoyi. Ces derniers agissant sous l'ordre de Sylvain Nzikoruriho et Rénovat Hakizimana, respectivement secrétaire provincial et communal du parti au pouvoir. Ces commerçants demandent aux autorités administratives et policières de couper court avec ces contributions forcées effectuées par le parti CNDD-FDD en province Rutana, car le poste appartient à l'Etat et non au parti au pouvoir.

Ce poste avait été fermé par le Gouverneur de la province Rutana, Olivier Nibitanga, dans le cadre de la prévention contre la propagation de la pandémie de covid-19. Les utilisateurs de ce poste disent que malgré la mesure qui avait été prise, des Imbonerakure du CNDD-FDD et des policiers de la Police de l'Air et des Frontières avaient continué à laisser des mouvements de va et viens, moyennant une corruption qui était partagée entre Sylvain Nzikoruriho et Rénovat Hakizimana, respectivement secrétaire provincial et communal du CNDD-FDD. Cinq personnes dont 4 Imbonerakure et un policier avaient été arrêtées accusées de violer la mesure du Gouverneur.

En province Bujumbura, le Directeur Communal de l'Enseignement en commune Kanyosha du nom de Nahimana Vénérande, en complicité avec certains membres du comité des parents dans différents établissements et de l'administrateur communal exigent aux parents le paiement de 1000FBu par trimestre à chaque élève, comme frais réservé aux primes des enseignants bénévoles. Ces derniers viennent de passer 5mois sans percevoir leurs primes.

Les élèves et écoliers qui n'avaient pas encore payé les trois milles francs pour les trois trimestres de l'année scolaire 2021-2022 n'ont pas eu accès aux examens du troisième trimestre.

En province Ngozi, des jeunes de la milice Imbonerakure ont racketté, en date du 08 juin 2022, des cultivateurs de la colline Nyamugari, zone et commune Ruhororo. Ils avaient circulé sur toute la colline pour s'en prendre à des citoyens qui n'avaient pas répondu aux activités de célébration de la journée du patriotisme correspondant à la mort du Président Pierre Nkurunziza. Toutes les personnes qui cultivaient dans leurs champs ont vu leurs houes saisies et ont été contraintes chacune de payer un montant de 15000 FBu pour pouvoir récupérer son outil. Un conseiller collinaire a essayé de réconcilier les personnes arrêtées et ces Imbonerakure, sans succès.

V. PERSECUTIONS CONTRE DES TRAVAILLEURS DU CENTRE HOSPITALO- UNIVERSITAIRE DE KAMENGE

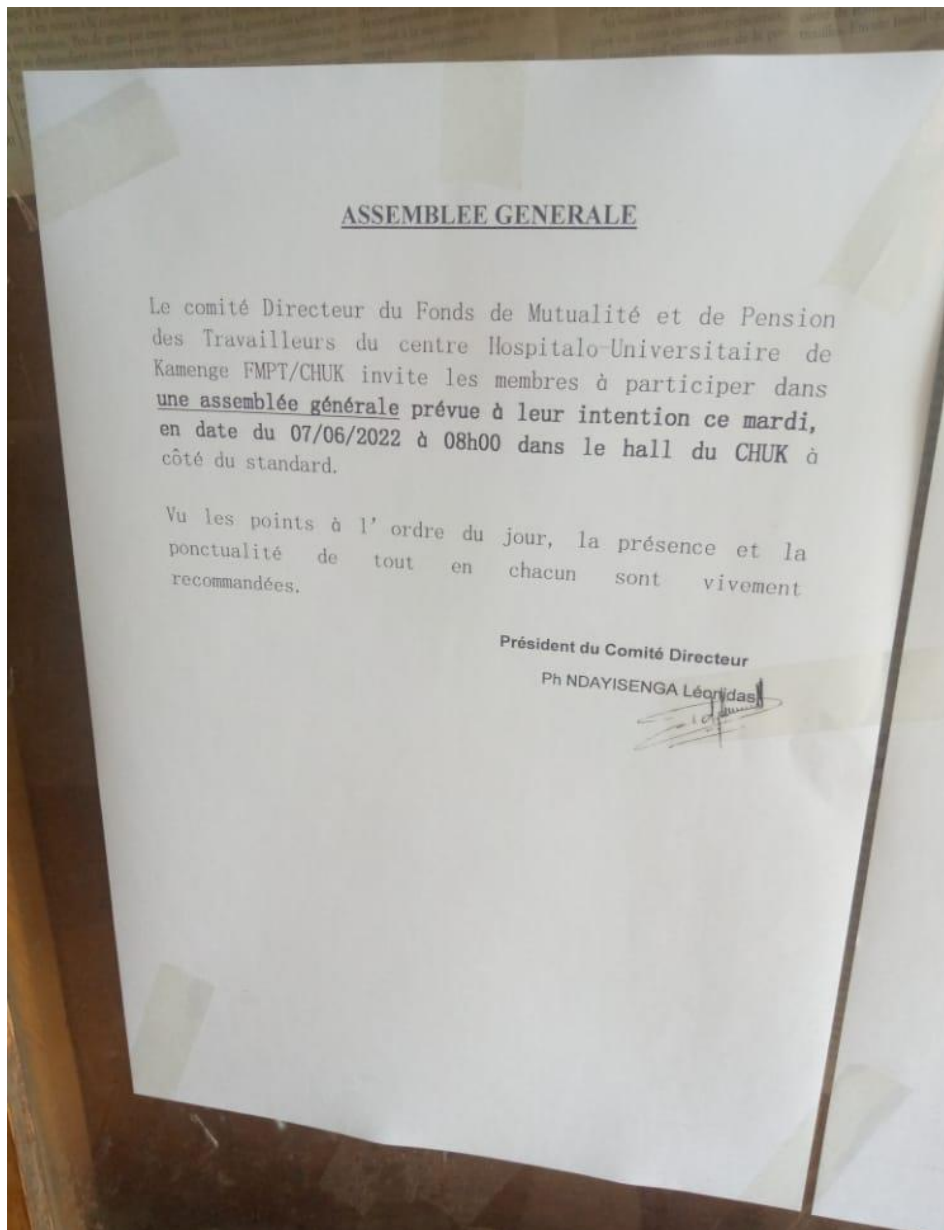
Il y a plus de vingt ans, le personnel soignant et non soignant du Centre Hospitalo- Universitaire de Kamenge CHUK en sigle, a entrepris un fonds de mutualité appelé Fonds de Mutualité et de Pension des Travailleurs, FMPT en sigle. Durant tout ce temps, ce personnel avait le droit de demander un prêt sans trop d'intérêts pour échapper aux découverts bancaires et autres prêts au guichet de l'hôpital.

Comme le bien-être de la population semble être le moindre des soucis du régime du CNDD-FDD, celui-ci en complicité avec l'administration de l'hôpital semble être gêné par le niveau très élevé du fonds et par la composition du comité directeur taxé d'être mono-ethnique tutsi. L'administration de l'hôpital est également gênée du fait que le personnel ne sollicite pas des découverts et d'autres prêts au guichet de l'hôpital pour pouvoir en tirer des profits en lui imposant des intérêts supplémentaires. C'est ainsi que la direction de l'hôpital fait tout pour

malmener le comité responsable de ce fonds dans le but d'installer un comité facile à manipuler afin de détourner le fonds et détruire l'unité du personnel.

Ndayisenga Léonidas, qui est pour le moment reconnu par Direction Générale du CHUK comme président du FMPT et Eric Manirakiza Conseillé juridique de l'hôpital, convoquent des réunions afin de rendre légitime un nouveau comité imposé par le Directeur Général.

En plus de la pression et menaces exercées sur les responsables du FMPT, le Directeur Général a commandité l'arrestation des responsables du Fonds pour contraindre ces derniers à démissionner.



Convocation d'une assemblée Générale de FMPT

VI. DES GROGNES EN MILIEUX SCOLAIRES ET ACADEMIQUES AU BURUNDI

A l'Université du Burundi, des étudiants se lamentent de ne plus recevoir régulièrement leur prêt- bourse de la part du Gouvernement. Depuis le début de l'année académique en cours qui a commencée au mois d'octobre 2021, le Gouvernement n'a octroyé le prêt- bourse uniquement que pour 4 mois, alors que l'année académique touche à sa fin. Ces étudiants réclament au moins 5mois d'arriérés. Ces retards les affectent énormément dans leur survie quotidienne étant donné qu'ils doivent se prendre en charge pour tous leurs besoins après la suppression des homes universitaires.

Ces étudiants regrettent que le non versement de leur prêt- bourse ait un impact majeur sur leurs résultats au niveau académique. Les plus touchés sont les étudiants issus des familles pauvres venant de l'intérieur du pays et ceux qui n'ont pas des proches parents en Mairie de Bujumbura pour les héberger. Ceux-ci peinent pour étudier. Les propriétaires des maisons ne cessent de les faire sortir pour cause de non paiement de loyer. En plus des difficultés liées à l'insolvabilité, les étudiants éprouvent d'énormes défis pour manger ou se faire soigner en cas de maladie. Tous ces problèmes ne font que faire chuter la qualité d'enseignement qui était déjà au bas niveau.

En province Cibitoke, les cantines scolaires fonctionnent avec beaucoup de défis. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM en sigle) qui approvisionnait naguère la plupart des établissements scolaires en vivres de différentes sortes ne donne pour le moment que du haricot uniquement. Les directions des écoles exigent ainsi aux parents d'amener d'autres denrées alimentaires comme le riz, la patate douce et la farine de manioc pour compléter la ration fournie par le PAM, en ignorant la pauvreté qui frappe la plupart des ménages où on ne mange à peine qu'une seule fois par jour. La conséquence immédiate de cette situation, c'est le risque de recrudescence des abandons scolaires que ces cantines scolaires étaient venues solutionner. L'expérience a montré que les écoles qui disposent des cantines scolaires ont la chance de retenir les enfants à l'école et à éviter le phénomène des abandons scolaires.

VII. DES FONCTIONNAIRES QUI CROULENT SOUS LE POIDS DES DETTES ET VICTIMES D'INJUSTICES EN MILIEU DE TRAVAIL

Des fonctionnaires de l'Etat se plaignent toujours de leurs maigres salaires qui ne leur permettent pas de joindre les deux bouts du mois. L'exemple est celui d'un enseignant de niveau D7 qui touche 193000FBu avec une ancienneté de 13 ans. Il loue la maison qu'il habite à 60. 000FBu. Sa prime de logement sur son son accréditif est pourtant de 30. 000FBu. Comme il a été victime du processus de redéploiement plus loin de son domicile, il paie par semaine 35000FBu pour son déplacement jusqu'au service. Son indemnité de déplacement est seulement de 9.680FBu par mois.

En province Cankuzo, des enseignants de la DCE de Cankuzo se sont plaints des montants d'argent qu'ils ont été contraints de payer pour acheter des pagnes à porter obligatoirement lors de la célébration de la fête de l'indépendance du 1^{er} juillet 2022. L'autorité scolaire a forcé à chaque enseignant à payer en tout 32000FBu dont 25000FBu pour acheter le pagne, 7000FBu pour la confection de l'uniforme. Cette obligation concernait seulement les enseignants de la DCE Cankuzo car dans d'autres communes, la célébration se passait aux chef- lieux des communes. Les autorités provinciales achètent ces pagnes pour les vendre obligatoirement aux enseignants afin de gagner 3000 Fbu par pagne, car ces pagnes s'achètent à 22000 Fbu au marché.

VIII. LES COMMUNAUTES DE LA COMPOSANTE SOCIALE BATWA AU BURUNDI DANS L'INDIGNITE ET LA MISERE

Les communautés de la composante sociale Batwa du Burundi vivent dans l'indignité et la misère au su et au vu de l'autorité publique. La situation est la même presque partout dans le pays où sont implantés des sites de cette partie de la population. Ils sont sans terres et vivent dans des conditions lamentables.

Le site de Mugero situé en commune Gisozi, province Mwaro n'en est pas une exception. Au moins 34 ménages qui habitent dans ce site vivent dans la grande misère. Ils n'ont pas de terres cultivables et se contentent encore de fabriquer des pots en argile qui ne leur rapportent plus grand chose. Suite au manque de nourriture, leurs enfants abandonnent l'école et vont à la recherche de petits métiers rémunérateurs dans les ménages avoisinants leurs sites.

Le site de Mugero est situé au pied du massif de Gitara, en commune Gisozi, un endroit géographiquement connu comme connaissant un froid glacial. Pour fermer leurs hutes la nuit, ils utilisent des moyens de bord qui laissent facilement entrer le froid, alors que bon nombre des membres de ces ménages dorment à même le sol ou sur des nattes et sans couvertures.

Les Batwa de la colline Ruramba, sous colline Mubanga en commune Kayokwe n'ont pas non plus de terres. Sept ménages qui y habitent vivent dans des hutes en pailles. Les femmes s'occupent du métier de fabrication de pots en terre, mais l'argile n'est plus trouvable car tous les marais sont cultivés et leurs exploitants ne laissent pas de tierses personnes y chercher de l'argile. L'usage généralisé des casseroles modernes et bidon en plastique ne permet plus la vente de ces pots pour qu'ils procurent à ces batwa des revenus.



Hute en pailles pour un ménage Mutwa. ©Photo FORSC

IX. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le régime politique du CNDD-FDD a visiblement déposé son tablier de gestionnaire responsable de ses gouvernés. Au lieu de s'attaquer aux défis qui hantent la population, il se met sur la défensive pour s'attaquer plutôt à toute personne qui tente de le dénoncer. Il manipule et instrumentalise sa milice Imbonerakure pour la dresser contre ceux qu'il appelle les ennemis du pays. Il est principalement hanté par son maintien au pouvoir et n'est pas à mesure d'entretenir des œuvres d'importance nationale comme la réhabilitation de la voie publique, la lutte contre la pandémie de la fièvre du lift valley, la santé publique, l'éducation nationale, etc. La violence, le détournement des fonds publics, l'appauvrissement de la population sont des stratégies politiques que le parti a adoptées pour tenter de se maintenir bon gré mal gré à ce pouvoir. Aussi, ses représentants s'impliquent dans des trafics et le commerce illégal, ce qui rend très dure la vie de la population. Compte tenu de tout ce qui précède, le FORSC émet les recommandations suivantes :

Au Gouvernement du Burundi :

- De sanctionner sans faux-fuyant des autorités publiques qui font le trafic d'influence en s'adonnant au commerce et aux spéculations autour des produits stratégiques notamment le carburant, le sucre, le ciment et les produits de la BRARUDI ;
- De réhabiliter les voies publiques sans lesquelles le développement socio-économique est impossible ;
- De faire suite au plan de contrôle (validé au conseil des Ministres) contre la fièvre de la vallée du lift notamment en procédant à la vaccination du cheptel ;
- De mettre un terme aux rackettages et aux demandes récurrentes de contributions forcées ;
- De sanctionner l'autorité administrative du Centre Hospitalo-Universitaire de Kamenge qui persécute arrogamment son personnel ;
- De faire face aux défis qui hantent le secteur de l'éducation notamment en améliorant les conditions de travail académique et d'apprentissage dans les écoles fondamentales ;
- De rehausser les salaires des fonctionnaires de l'Etat afin de leur permettre de mener une vie décente;
- De promouvoir les catégories des groupes de personnes vulnérables dont les communautés de la composante sociale Batwa qui vivent dans l'indignité et la misère.